

[www.coe.int/cybercrime](http://www.coe.int/cybercrime)

Strasbourg, version 4 June 2026

T-CY (2026)10

Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY)

## T-CY 34

Rapport sur la 34<sup>ème</sup> session plénière du Comité de la Convention sur la  
cybercriminalité

Strasbourg, les 3 et 4 juin 2026

# 34<sup>ème</sup> session plénière du T-CY

Strasbourg, France, 3-4 juin 2026

## 1. Introduction

La 34<sup>ème</sup> session plénière du Comité T-CY, qui s'est tenue à Strasbourg les 3 et 4 juin 2026, était présidée par Pedro Verdelho (Portugal), ouverte par Matthias Kloth (chef du département Gouvernance numérique et sport, Conseil de l'Europe) et clôturée par Hanne Juncher (directrice de la Direction de la sécurité, de l'intégrité et de l'État de droit).

Quelque 241 représentants de 67 Parties et de 16 États observateurs, ainsi que de 5 organisations internationales et d'un comité du Conseil de l'Europe, ont participé à cette réunion, soit en personne (180) soit en ligne (61).

La plénière du T-CY a été précédée d'une session conjointe du T-CY avec le Comité de Lanzarote (matinée du 2 juin 2026) et d'un échange du T-CY avec des acteurs de la société civile et des fournisseurs de services sur la mise en œuvre du Deuxième Protocole additionnel, organisé avec le soutien du projet conjoint CyberSPEX du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne (après-midi du 2 juin 2026).

## 2. Décisions

Le T-CY a décidé :

### Point 1 – Ouverture de la 34<sup>ème</sup> session plénière et adoption de l'ordre du jour

- De saluer la nomination d'Aisling [Ash-lyng] Kelly au poste de cheffe de la Division de la cybercriminalité et de secrétaire exécutive du T-CY, et d'exprimer sa confiance en sa capacité de direction et en ses contributions futures.

### Point 2 – 20<sup>ème</sup> anniversaire du Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY)

- De commémorer le 20<sup>ème</sup> anniversaire de la première session plénière du T-CY et de réfléchir à ses réalisations, à ses défis et à ses priorités futures, et, par conséquent, de réaffirmer le rôle central du T-CY dans la promotion de la mise en œuvre effective de la Convention sur la cybercriminalité et de ses protocoles, y compris le Deuxième Protocole additionnel.
- Reconnaître la contribution des anciens présidents, des membres du bureau, des présidents des groupes de travail, des experts, des secrétaires et des autres membres et contributeurs du T-CY dont les efforts ont soutenu l'élaboration et la mise en œuvre de la Convention sur la cybercriminalité et de ses protocoles au cours des deux dernières décennies. L'assemblée plénière du T-CY a spontanément ovationné ces personnes en signe de reconnaissance.
- Reconnaître que la nature du T-CY, axée sur les praticiens et réunissant des experts directement impliqués dans la lutte contre la cybercriminalité et les preuves électroniques, a été un facteur clé garantissant la pertinence, l'efficacité et la réactivité de la Convention sur la cybercriminalité et de ses protocoles. Encourage donc les Parties à continuer d'assurer la participation active des praticiens et des experts en la matière aux travaux du T-CY afin de permettre des échanges d'expériences éclairés et la mise en œuvre effective de la Convention et de ses protocoles.
- Souligner que la pertinence et le succès durables du cadre de la Convention de Budapest reposent sur sa capacité à soutenir une action pénale efficace contre la cybercriminalité et à maintenir une communauté de confiance.

- Souligner l'importance de continuer à relever les nouveaux défis de manière dynamique, y compris ceux liés à l'intelligence artificielle, aux actifs virtuels et à la cyberviolence.

### Point 3 – État des signatures, ratifications et adhésions à la Convention sur la cybercriminalité et à ses protocoles

- Prendre note du fait que l'année 2026 marquera le 25<sup>e</sup> anniversaire de la Convention sur la cybercriminalité (STE n° 185) et l'intérêt constant manifesté par les États du monde entier pour adhérer à la Convention et à ses Protocoles sur la xénophobie et le racisme (STE n° 189) et sur les preuves électroniques (CETS n° 224), comme en témoignent les récentes signatures, ratifications et adhésions, ce qui démontre leur pertinence et leur portée mondiale.
- De se féliciter de l'adhésion de la Papouasie-Nouvelle-Guinée à la Convention sur la cybercriminalité.
- Encourager les Parties à la Convention sur la cybercriminalité à adhérer au premier Protocole additionnel sur la xénophobie et le racisme (STE n° 189).
- Se féliciter des récentes ratifications du Deuxième Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité (CETS n° 224) par le Costa Rica et la Hongrie.
- Encourager toutes les Parties à la Convention sur la cybercriminalité à signer, mettre en œuvre et ratifier le Deuxième Protocole additionnel dès que possible afin que ses outils soient mis à la disposition des praticiens.
- Prendre note de l'existence de projets de renforcement des capacités destinés à soutenir la mise en œuvre du Deuxième Protocole additionnel.

### Point 4 – Ressources financières du T-CY

- Rappeler que le T-CY dépend de contributions volontaires pour financer ses activités, y compris ses réunions plénières et les autres activités prévues dans son plan de travail, le budget ordinaire du Conseil de l'Europe ne suffisant pas à lui seul à cette fin.
- Prendre note que le financement actuel du projet Octopus, qui soutient le fonctionnement et les activités du T-CY, prendra fin d'ici janvier 2027.
- De souligner l'importance d'un financement adéquat, durable et prévisible pour le fonctionnement du T-CY et la mise en œuvre de la Convention sur la cybercriminalité et de ses protocoles.
- Encourager vivement les Parties et les observateurs au T-CY à verser des contributions volontaires au projet Octopus, conformément à la décision prise par le T-CY en 2013 et comme le prévoit l'article 12.1 du règlement intérieur du T-CY, afin de permettre le fonctionnement du T-CY.
- De noter qu'en l'absence de financement supplémentaire, d'autres options concernant le fonctionnement et les activités du T-CY devront être envisagées lors de la prochaine réunion du T-CY en octobre 2026. Le Secrétariat du T-CY diffusera de plus amples informations dans les prochains jours.

#### Point 5 – Informations fournies par les Parties et les observateurs

- De saluer les informations fournies par l'Albanie, l'Arménie, l'Australie, l'Azerbaïdjan, la Bosnie-Herzégovine, le Cap-Vert, le Cameroun, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, les Fidji, la France, le Ghana, le Guatemala, l'Italie, le Kenya, Kiribati, la Corée, la Malaisie, le Mexique, la Moldavie, le Maroc, le Mozambique, le Nigeria, la Macédoine du Nord, la Norvège, le Panama, les Philippines, Sao Tomé-et-Principe, la Serbie, la Sierra Leone, l'Espagne, le Sri Lanka, le Timor-Leste, les Tonga, Trinité-et-Tobago, la Tunisie, la Turquie, le Royaume-Uni, l'Ukraine, les États-Unis, Vanuatu, ainsi que l'Union européenne (Commission, EUROPOL et EUROJUST).
- Se féliciter des efforts continus déployés par les Parties et les Observateurs pour renforcer les cadres juridiques nationaux et la coopération internationale en matière de cybercriminalité et de preuves électroniques.
- Prendre note de l'importante contribution des activités de renforcement des capacités menées par le Bureau du Programme sur la cybercriminalité du Conseil de l'Europe (C-PROC) pour soutenir la mise en œuvre de la Convention et de ses Protocoles.

#### Point 6 – Processus conventionnel des Nations Unies

- Prendre note de la réunion du Comité ad hoc chargé de préparer le projet de texte du règlement intérieur de la Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la cybercriminalité, qui s'est tenue à Vienne du 26 au 30 janvier 2026.
- Prendre note de la pertinence persistante de la Convention de Budapest en tant que principal cadre international de coopération en matière de cybercriminalité et de preuves électroniques.
- Soutenir la participation de la société civile, du secteur privé, du monde universitaire et d'autres parties prenantes aux travaux futurs liés à la Convention des Nations Unies contre la cybercriminalité.
- Encourager les Parties et les observateurs à continuer d'explorer les possibilités de collaboration entre le cadre de la Convention de Budapest et la Convention des Nations Unies contre la cybercriminalité, notamment par le biais d'activités de renforcement des capacités soutenues par le C-PROC.
- Souligner l'importance d'assurer la cohérence entre la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies contre la cybercriminalité et celle de la Convention sur la cybercriminalité, notamment en ce qui concerne les conditions et les garanties ainsi que la protection des droits humains, de l'État de droit et des libertés fondamentales.

#### Point 7 – Deuxième Protocole sur le renforcement de la coopération et la divulgation des preuves électroniques

- Approuver les modèles de demandes et d'ordonnances prévus aux articles 6 à 9 du Deuxième Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, élaborés dans le cadre du projet CyberSPEX, étant entendu qu'il s'agit de modèles non contraignants mais acceptables, destinés à faciliter la préparation, la transmission et l'exécution des demandes et des ordonnances par les Parties.
- De remercier le projet CyberSPEX, les experts ayant participé à l'élaboration des modèles, y compris les experts des pays participant au projet et du Réseau judiciaire européen sur la

cybercriminalité, ainsi que le Bureau et les membres du T-CY, pour leurs contributions et leurs commentaires.

- D'encourager les Parties à utiliser les modèles dans la mise en œuvre et l'application pratique du Deuxième Protocole additionnel et à partager leur expérience et leurs retours d'expérience sur leur application pratique avec le T-CY, en vue d'éventuelles mises à jour futures.
- S'appuyer sur les résultats du projet CyberSPEX pour apporter une assistance technique supplémentaire aux Parties dans la mise en œuvre du deuxième protocole additionnel.

#### Point 8 – Nouvelle proposition de projet sur la vérification

- Prendre note des informations fournies par le Secrétariat du T-CY concernant une nouvelle proposition de projet sur la vérification des ordres, des demandes et de l'échange de données.
- Accueillir favorablement toute nouvelle contribution à cette proposition.

#### Point 9 – Statut d'observateur auprès du T-CY

- Accorder le statut d'observateur à l'Agence de mise en œuvre de la Communauté des Caraïbes pour la criminalité et la sécurité (CARICOM IMPACS), au Système régional de sécurité (RSS) et au Comité directeur pour les technologies numériques nouvelles et émergentes (CDNET).
- Accueillir favorablement le renforcement de la coopération avec les partenaires régionaux et internationaux à l'appui de la mise en œuvre de la Convention sur la cybercriminalité et de ses protocoles, notamment par le biais d'activités de renforcement des capacités et de sensibilisation.
- Adopter le règlement intérieur révisé du T-CY (T-CY (2013)25 rev2).

#### Point 10 – Groupe de travail T-CY sur l'intelligence artificielle

- Se féliciter de la mise à jour fournie par le groupe de travail T-CY sur la cybercriminalité, les preuves électroniques et l'intelligence artificielle.
- Remercier le président et les membres du groupe de travail, le Secrétariat du T-CY, le Bureau du Programme sur la cybercriminalité du Conseil de l'Europe (C-PROC) et les autres experts qui ont apporté leur soutien au groupe de travail pour le travail considérable qu'ils ont accompli dans la préparation du projet d'étude cartographique sur la cybercriminalité, les preuves électroniques et l'intelligence artificielle.
- Remercier Claudio Peguero (République dominicaine) d'avoir présidé le groupe de travail et l'inviter à continuer d'exercer ses fonctions de président jusqu'à l'achèvement de son mandat.
- Prolonger le mandat du groupe de travail jusqu'à la fin du mois d'octobre 2026.
- Réviser et adopter le mandat actualisé du groupe de travail (T-CY(2024)9).
- Inviter les membres et les observateurs du T-CY à fournir des commentaires, des exemples et des informations supplémentaires à l'intention du groupe de travail avant le 10 juillet 2026, afin de contribuer à la préparation de l'étude.

- Encourager d'autres membres et observateurs du T-CY à apporter leur expertise et leur expérience pratique pour soutenir les travaux du groupe de travail.
- Demander au groupe de travail de présenter l'étude cartographique finale au T-CY lors de sa 35<sup>ème</sup> session plénière afin d'éclairer les travaux futurs du T-CY sur l'intelligence artificielle, la cybercriminalité et les preuves électroniques.

#### Point 11 – Renforcement des capacités

- Prendre note avec satisfaction des résultats obtenus par le Bureau du Programme sur la cybercriminalité du Conseil de l'Europe (C-PROC) dans le soutien à la mise en œuvre de la Convention sur la cybercriminalité et de ses protocoles.
- Se féliciter de la coopération étroite et continue entre le T-CY et le C-PROC dans la promotion d'une approche stratégique et cohérente du renforcement des capacités.
- Encourager les Parties, les observateurs et les partenaires à continuer de soutenir les activités de renforcement des capacités à l'échelle mondiale.
- Prendre note des informations fournies sur le fonctionnement et les activités du réseau 24/7 de points de contact et souligner son importance pour une coopération internationale efficace en matière de cybercriminalité et de preuves électroniques.
- Encourager les membres du réseau 24/7 à examiner si des capacités nationales supplémentaires pourraient être nécessaires pour faciliter la poursuite de la coopération au titre des articles 9 et 10 du Deuxième Protocole additionnel.
- Se féliciter des informations fournies sur CYBOX et de sa contribution au renforcement des capacités des professionnels de la justice pénale à travers le monde pour enquêter sur la cybercriminalité, engager des poursuites et traiter les preuves électroniques.
- Encourager les Parties, les observateurs et les institutions concernées à utiliser CYBOX et à contribuer au partage des connaissances, de l'expertise et des ressources de formation.

#### Point 12 – Les actifs virtuels et la pertinence de la Convention sur la cybercriminalité et de son deuxième protocole

- Adopter l'étude cartographique sur les actifs virtuels et la pertinence de la Convention sur la cybercriminalité et de son deuxième protocole additionnel.
- Remercier les Parties et les observateurs pour leurs réponses au questionnaire et pour les informations, exemples et commentaires fournis tout au long de la préparation de l'étude.
- Saluer le travail accompli par le Bureau, le Secrétariat du T-CY et le C-PROC dans la préparation de l'étude.
- Souligner la pertinence continue de la Convention sur la cybercriminalité et de son Deuxième Protocole additionnel pour lutter contre les infractions pénales impliquant des actifs virtuels.
- Reconnaître l'importance de la coopération avec les prestataires de services d'actifs virtuels et les autres parties prenantes concernées dans la lutte contre les activités criminelles impliquant des actifs virtuels, conformément à la Convention sur la cybercriminalité et à ses protocoles.

- Inviter le Bureau à examiner les mesures de suivi possibles à la lumière des conclusions et recommandations de l'étude et à présenter des propositions pour examen par le T-CY lors de sa 35<sup>ème</sup> session plénière.

#### Point 13 – Cyberviolence

- Se féliciter de la session conjointe avec le Comité de Lanzarote qui s'est tenue le 2 juin 2026 et souligner l'importance d'un dialogue et d'une coopération continus entre les deux comités.
- Se féliciter de la déclaration commune sur les contenus à caractère pédopornographique ou d'abus sexuels sur mineurs générés ou modifiés par l'IA, adoptée par le T-CY et le Comité de Lanzarote le 2 juin 2026.
- Remercier les membres et les observateurs du T-CY pour leurs contributions au questionnaire sur les infractions liées à la cyberviolence.
- Se féliciter de l'intégration des informations recueillies par le biais du questionnaire dans la base de données sur la cyberviolence gérée dans le cadre du projet Octopus et de sa contribution au partage des connaissances et au renforcement des capacités.
- Inviter les membres et observateurs du T-CY qui ne l'ont pas encore fait, ainsi que ceux souhaitant fournir des informations actualisées, à contribuer à la base de données sur la cyberviolence en fournissant des informations sur la législation nationale relative aux infractions de cyberviolence, en vue de soutenir le développement continu de la base de données sur la cyberviolence.
- Inviter le Bureau à examiner les travaux futurs éventuels du T-CY sur la cyberviolence à la lumière des informations recueillies par le biais du questionnaire et reflétées dans la ressource sur la cyberviolence.

#### Point 14 – Compte rendu de la session des parties prenantes

- Se féliciter de la tenue de la session avec les parties prenantes le 2 juin 2026 et des contributions apportées par les représentants de la société civile, de l'industrie, du monde universitaire et d'autres parties prenantes.
- Souligner l'importance d'un engagement multipartite continu à l'appui de la mise en œuvre de la Convention sur la cybercriminalité et de ses protocoles.
- Encourager la poursuite du dialogue entre le T-CY et les parties prenantes concernées sur les nouveaux défis liés à la cybercriminalité et aux preuves électroniques.

#### Point 15 – Questions diverses

- Rappeler la décision adoptée lors de la 33<sup>ème</sup> session plénière visant à procéder à un examen de suivi de la mise en œuvre des recommandations contenues dans le rapport d'évaluation au titre de l'article 19.
- Encourager toutes les Parties qui ne l'ont pas encore fait à soumettre, d'ici le 30 juin 2026, des réponses exhaustives au questionnaire sur le suivi donné par les Parties aux recommandations du rapport d'évaluation au titre de l'article 19.
- Rappeler que, conformément au règlement intérieur du T-CY, les Parties participent aux procédures d'évaluation et de suivi en fournissant des réponses exhaustives aux questionnaires adoptés par le T-CY.

- Prendre note de la proposition visant à inscrire le thème des centres de cyberescroquerie à l'ordre du jour de la prochaine session plénière du T-CY.

Point 16 – Date de la 35<sup>e</sup> session plénière du T-CY

- Confirmer à nouveau que la 35<sup>e</sup> session plénière du T-CY se tiendra les 12 et 13 octobre 2026 à Strasbourg.
- Prendre note que la conférence Octopus se tiendra du 14 au 16 octobre 2026 à Strasbourg.
- Tenir la 36<sup>e</sup> session plénière du T-CY les 3 et 4 juin 2027, précédée d'une réunion avec les parties prenantes le 2 juin 2027.

## Annexe

### Annexe 1 : Ordre du jour

#### Agenda / Ordre du jour

(Please note that agenda items marked with \* are for decision by the members representing contracting Parties to the Convention)

(Veuillez noter que les points de l'ordre du jour marqués d'un \* doivent faire l'objet d'une décision par les membres représentant les Parties contractantes à la Convention)

Day 1 / Jour 1 <sup>1</sup> 9h30	1. Opening of the 34 <sup>th</sup> Plenary and adoption of the agenda	1. <i>Ouverture de la 34<sup>ème</sup> session plénière et adoption de l'ordre du jour</i>
9h45- 12h00  (Break/ pause 11h00)	2. 20 <sup>th</sup> anniversary of the Cybercrime Convention Committee (T-CY)  Marking the 20th anniversary of the first Plenary meeting of the T-CY (held on 20-21 March 2006), this agenda item provides an opportunity to reflect on the T-CY's work over the past two decades and to consider perspectives for the future.  This agenda item will include a moderated exchange of views with former chairs and experts closely associated with the work of the T-CY in past, focusing in particular on: <ul style="list-style-type: none"> <li>- reflections on the achievements, challenges and lessons learned during the first 20 years of the T-CY; and</li> <li>- views on priorities, opportunities and challenges for the future work of the T-CY.</li> </ul> T-CY members are invited to contribute to this exchange of views.	2. <i>20<sup>ème</sup> anniversaire du Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY)</i>  <i>À l'occasion du 20<sup>ème</sup> anniversaire de la première session plénière du T-CY (tenue les 20 et 21 mars 2006), ce point de l'ordre du jour offre une occasion de réfléchir aux travaux du Comité au cours des deux dernières décennies et d'examiner les perspectives pour l'avenir.</i>  <i>Ce point de l'ordre du jour comprendra un échange de vues modéré avec d'anciens présidents et des experts ayant étroitement collaboré avec le T-CY dans le passé, en mettant particulièrement l'accent sur :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les réflexions sur les réalisations, les défis et les enseignements tirés au cours des 20 premières années du T-CY ; et</li> <li>- l'examen des priorités, les opportunités et les défis pour les travaux futurs du T-CY.</li> </ul> <i>a.</i> <i>Les membres du T-CY sont invités à contribuer à cet échange de points de vue.</i>
12h00- 12h15	3. State of signatures, ratifications and accessions to the Budapest Convention and its Protocols and of participation in the T-CY  Information provided by the Secretariat.	3. <i>État des signatures, ratifications et adhésions à la Convention de Budapest et à ses protocoles et de la participation au T-CY</i>  <i>Informations fournies par le Secrétariat.</i>
12h15- 12h30	4. Financial resourcing of the T-CY (Action 5.1 of the <a href="#">T-CY workplan</a> )	4. <i>Ressources financières du T-CY (Action 5.1 du <a href="#">programme de travail du T-CY</a>)</i>

<sup>1</sup> Indicative time / heure indicative

	Information provided by the Secretariat.	Informations fournies par le Secrétariat.
<p>12h30-17h00</p> <p>(lunch break/ pause déjeuner 13h00 – 14h30)</p> <p>(Break/ pause 16h00)</p>	<p>5. Information provided by Parties and Observers</p> <p>Participants are invited to present information on legislative developments, major cases, important events, training provided to other countries, including by international organisations etc.</p> <p>Signatories and States invited to accede are invited to report on progress made towards signature, ratification or accession to the Budapest Convention on Cybercrime (ETS 185), its First Protocol on Xenophobia and Racism (ETS 189) and its Second Protocol on Enhanced Co-operation and Disclosure of Electronic Evidence (CETS 224). States and organisations are invited to submit written contributions prior to the Plenary, including the links to the relevant information on legislation and case law.</p> <p>Parties to the Convention are encouraged to report specifically on progress made towards ratification of the Second Protocol.</p> <p>(Brief interventions: 2-3 minutes per intervention).</p>	<p>5. Informations fournies par les Parties et les Observateurs</p> <p><i>Les participants sont invités à présenter des informations sur les évolutions législatives, les grandes affaires, les événements importants, les formations dispensées à d'autres pays, y compris par des organisations internationales, etc.</i></p> <p><i>Les signataires et les États invités à adhérer sont invités à rendre compte des progrès réalisés en vue de la signature ou de la ratification de la Convention de Budapest sur la cybercriminalité (STE n° 185), de son premier protocole sur la xénophobie et le racisme (STE n° 189) et de son deuxième protocole relatif au renforcement de la coopération et de la divulgation de preuves électroniques (STCE n° 224) ou de l'adhésion à ces instruments. Les États et organisations sont invités à soumettre des contributions écrites avant la plénière, y compris les liens vers les informations pertinentes sur la législation et la jurisprudence.</i></p> <p><i>Les Parties à la convention sont encouragées à faire rapport spécifiquement sur les progrès réalisés en vue de la ratification du deuxième protocole.</i></p> <p><i>(Interventions brèves : 2-3 minutes par intervention).</i></p>
<p>17h00-18h00</p>	<p>6. UN treaty process (Action 4.6 of the <a href="#">T-CY workplan</a>)</p> <p>T-CY members and observers are invited to exchange views regarding the <a href="#">UN Ad hoc committee to elaborate an international convention on countering the use of ICTs for criminal purposes (AHC)</a>.</p>	<p>6. Processus de traité des Nations Unies (Action 4.6 du <a href="#">programme de travail du T-CY</a>)</p> <p><i>Les membres et les observateurs du T-CY sont invités à échanger leurs points de vue concernant le <a href="#">Comité ad hoc des Nations unies chargé d'élaborer une convention internationale générale sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins criminelles (AHC)</a>.</i></p>
<p>Day 2/jour 2</p> <p>9h30-10h15</p>	<p>7. Second Protocol on enhanced cooperation and disclosure of electronic evidence* (Action 1.1 of the <a href="#">T-CY workplan</a>)</p> <p>The Secretariat will provide an update on the templates for requests and orders under</p>	<p>7. Deuxième protocole sur le renforcement de la coopération et de la divulgation des preuves électroniques* (Action 1.1 du <a href="#">programme de travail du T-CY</a>)</p>

	<p>Articles 6 to 9 of the Second Protocol (documents T-CY(2026)6, T-CY(2026)7, T-CY(2026)8, T-CY(2026)9) currently being developed under the CyberSPEX project.</p> <p>T-CY members are invited to consider these templates with a view to their adoption.</p>	<p><i>Le Secrétariat fournira une mise à jour sur les modèles de demandes et d'injonctions prévus aux articles 6 à 9 du deuxième protocole (documents T-CY(2026)6, T-CY(2026)7, T-CY(2026)8, T-CY(2026)9), actuellement élaborés dans le cadre du projet CyberSPEX.</i></p> <p><i>Les membres du T-CY sont invités à examiner ces modèles en vue de leur adoption</i></p>
10h15-10h30	<p>8. New project proposal on verification</p> <p>T-CY Secretariat will provide information about a new project proposal.</p>	<p><i>8. Nouvelle proposition de projet en matière de vérification</i></p> <p><i>Le Secrétariat du T-CY fournira des informations concernant une nouvelle proposition de projet.</i></p>
10h30-11h00  (Break / pause 11h00)	<p>9. T-CY Observer Status*</p> <p>T-CY members are invited to consider extending an invitation to the CARICOM IMPACS (Caribbean Community Implementation Agency for Crime and Security) and the RSS (Regional Security System). In January 2026, the Executive Director of CARICOM IMPACS, and in March 2026, the Executive Director of the RSS, requested observer status in the T-CY.</p> <p>The T-CY Bureau considers that granting observer status to CARICOM IMPACS and the RSS would facilitate further capacity-building (in cooperation with C-PROC) and/or outreach in line with the Budapest Convention and its Protocols in member States, partner States, and organisations.</p> <p>T-CY members are also invited to consider extending an invitation to the Steering Committee for New and Emerging Digital Technologies (CDNET), which has been operational since 1 January 2026 and conducts and coordinates the intergovernmental work of the Council of Europe in the field of new and emerging technologies, including acting as custodian of the Framework Convention on Artificial Intelligence and Human Rights, Democracy and the Rule of Law (CETS No. 225).</p> <p>In this respect, T-CY members are invited to consider the draft Rules of Procedure (T-CY(2013)25 rev), as revised by the Bureau, with a view to adoption.</p>	<p><i>9. Statut d'Observateur au T-CY*</i></p> <p><i>Les membres du T-CY sont invités à envisager d'adresser une invitation au CARICOM IMPACS (L'Agence de mise en œuvre de la Communauté des Caraïbes pour la criminalité et la sécurité) ainsi qu'au RSS (Système de sécurité régional). En janvier 2026, le Directeur exécutif de CARICOM IMPACS, et en mars 2026, le Directeur exécutif du RSS, ont demandé le statut d'observateur auprès du T-CY.</i></p> <p><i>Le Bureau du T-CY estime que l'octroi du statut d'observateur au CARICOM IMPACS et au RSS faciliterait le renforcement des capacités (en coopération avec le C-PROC) et/ou la sensibilisation, conformément à la Convention de Budapest et à ses Protocoles, dans les États membres, les États partenaires et les organisations.</i></p> <p><i>Les membres du T-CY sont également invités à envisager d'adresser une invitation au Comité Directeur sur les Nouvelles Technologies Numériques et Émergentes (CDNET), qui est opérationnel depuis le 1er janvier 2026 et assure la conduite ainsi que la coordination des travaux intergouvernementaux du Conseil de l'Europe dans le domaine des technologies nouvelles et émergentes, y compris en tant que gardien de la Convention-cadre sur l'Intelligence Artificielle et les Droits de l'Homme, la Démocratie et l'État de droit (STCE n°225).</i></p> <p><i>À cet égard, les membres du T-CY sont invités à examiner le projet de Règlement intérieur</i></p>

		<i>(T-CY(2013)25 rev), tel que révisé par le Bureau, en vue de son adoption.</i>
11h15-13h00  (lunch break/ pause déjeuner 13h00 – 14h30)	10. T-CY Working Group on Artificial Intelligence* (Action 4.1 of the <a href="#">T-CY workplan</a> )  The Working Group will present its draft mapping study on cybercrime, electronic evidence and artificial intelligence, including options and recommendations for further action by the T-CY (document T-CY(2025)1).  T-CY members are invited to discuss the draft mapping study and consider possible next steps.	10. <i>Groupe de travail du T-CY sur l'intelligence artificielle* (Action 4.1 du <a href="#">programme de travail du T-CY</a>)</i>  <i>Le groupe de travail présentera son projet d'étude cartographique sur la cybercriminalité, les preuves électroniques et l'intelligence artificielle, y compris les options et recommandations pour la suite des travaux du T-CY (document T-CY(2025)1).</i>  <i>Les membres du T-CY sont invités à discuter du projet d'étude de cartographie et à envisager les prochaines étapes possibles.</i>
14h30-15h00	11. Capacity building (Action 2.5 of the <a href="#">T-CY workplan</a> )  T-CY members and observers will be provided with an update on activities of the Cybercrime Programme Office of the Council of Europe (C-PROC) in Romania.	11. <i>Renforcement des capacités (Action 2.5 du <a href="#">programme de travail du T-CY</a>)</i>  <i>Les membres et les Observateurs du T-CY recevront des informations à jour sur les activités du Bureau du Programme sur la cybercriminalité du Conseil de l'Europe (C-PROC) en Roumanie.</i>
15h00-15h45 (Break / pause 15h45)	12. Virtual assets and the relevance of the Convention on Cybercrime and its Second Protocol* (Action 4.2 of the <a href="#">T-CY workplan</a> )  The Secretariat will present the draft mapping study on virtual assets and the relevance of the Convention on Cybercrime and its Second Protocol (T-CY(2026)2).  T-CY members are invited to consider this study with a view to its adoption.	12. <i>Les biens virtuels et la pertinence de la Convention sur la cybercriminalité et de son deuxième protocole* (Action 4.2 du <a href="#">programme de travail du T-CY</a>)</i>  <i>Le Secrétariat présentera le projet d'étude cartographique sur les actifs virtuels et la pertinence de la Convention sur la cybercriminalité et de son deuxième protocole (T-CY(2026)2).</i>  <i>Les membres du T-CY sont invités à examiner cette étude en vue de son adoption.</i>
16h00-16h45	13. Cyberviolence (Action 4.3 of the <a href="#">T-CY workplan</a> )  The Secretariat will provide an update based on the responses received to the questionnaire on cyberviolence offences.  T-CY members are invited to exchange views on the joint session with the Lanzarote Committee held on the morning of 2 June 2026.	13. <i>Cyberviolence (Action 4.3 du <a href="#">programme de travail du T-CY</a>)</i>  <i>Le Secrétariat fera le point sur la base des réponses reçues au questionnaire relatif aux infractions de cyberviolence.</i>  <i>Les membres du T-CY sont invités à échanger leurs points de vue sur la session conjointe avec le Comité de Lanzarote tenue le matin du 2 juin 2026.</i>
16h45-17h00	14. Readout from stakeholder session	14. <i>Compte rendu de la session avec les parties prenantes</i>

	T-CY members are invited to exchange views on the session with stakeholders held on the afternoon of 2 June 2026.	<i>Les membres du T-CY sont invités à échanger de vues sur la session avec les parties prenantes qui s'est tenue l'après-midi du 2 juin 2026.</i>
17h00-17h15	15. Any other business	<i>15. Questions diverses</i>
17h15-17h30	16. Date of the 35 <sup>th</sup> T-CY Plenary*  T-CY members are invited to take note of and reconfirm the dates of the 35th T-CY Plenary to be held on 12–13 October 2026 in Strasbourg, followed by the Octopus Conference from 14 to 16 October 2026.	<i>16. Date de la 35<sup>ème</sup> session plénière du T-CY*  Les membres du T-CY sont invités à prendre note et à reconfirmer la tenue de la 35<sup>ème</sup> session plénière du T-CY les 12 et 13 octobre 2026 à Strasbourg, suivie de la Conférence Octopus du 14 au 16 octobre 2026.</i>
17h30-18h00	17. Conclusions	<i>17. Conclusions</i>

Annexe 2 : Liste des participants

## LIST OF ONLINE AND IN PERSON PARTICIPANTS

Cybercrime Convention Committee (T-CY)  
34th T-CY Plenary meeting

Palais de l'Europe, Strasbourg, France, and online (Kudo)

3-4 June 2016

## T-CY BUREAU

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
1.	PORTUGAL	Pedro VERDELHO	T-CY Chair, Prosecutor, Director of the Cybercrime Office, Prosecutor General's Office
2.	CANADA	Anne-Marie LE BEL	T-CY Vice Chair, Senior-counsel, Organized crime, technology and investigative Powers team, Criminal Law Policy Section, Department of Justice
3.	AUSTRIA	Judith HERRNFELD	Public Prosecutor, Ministry of Justice
4.	BENIN	Sévi Rodolphe ADJAÏGBE	Head of Cyberdiplomacy Partnership and Legal Affairs, National Center of Digital Investigations
5.	BRAZIL	Fernanda TEXEIRA SOUZA DOMINGOS	Federal Senior Prosecutor, Coordinator of the Advisory Group and Special Task Force to Combat Cybercrime, Federal Prosecution Service
6.	FIJI	Tupou'tuah BARAVILALA	Director-General of Digital Government Transformation, Cybersecurity and Communications, Ministry of Communications
7.	GEORGIA	Givi BAGDAVADZE	Head of the International Affairs Unit, Office of the Attorney General
8.	SWEDEN	Alexander FASSIHI	Deputy Director, Ministry of Justice

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
9.	UNITED STATES OF AMERICA	Jane LEE	Prosecutor, United States Department of Justice

## T-CY MEMBERS

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
10.	ALBANIA	Diana STILLO SILA	Head of International Treaties and Judicial Cooperation, Ministry of Justice
11.	ALBANIA	Denisa ASKO	Prosecutor, Prosecution Office of Tirana
12.	ANDORRA	Josep RUA	Agent Major, Cos de Policia d'Andorra
13.	ARGENTINA	Fernando ROLANDELLI	-
14.	ARGENTINA	Paz CARPANI	-
15.	ARGENTINA	Mariela BONDAR	Head Director, Direccion de Asistencia Juridica Internacional, Ministerio de Relaciones Exteriores Comercio Internacional y Culto, Ministry of Foreign Affairs
16.	ARGENTINA	Eneas DUEÑAS	Third Secretary of Embassy, Ministry of Foreign Affairs, International Trade and Worship
17.	ARGENTINA	Gisele PAOLETTI	Specialised Legal Adviser, Ministry of Justice

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
18.	ARMENIA	Hayk MKRTCHYAN	Head of the Cybercrime Department, Ministry of Internal Affairs
19.	ARMENIA	Arsen ELOYAN	Head of the 3rd Division of the Cybercrime Department, Ministry of Internal Affairs
20.	ARMENIA	Astghik BALDRYAN	Counsellor, Ministry of Foreign Affairs
21.	ARMENIA	Milena MANUKYAN	Prosecutor, Prosecutor General Office"
22.	AUSTRALIA	Nithya EVERS	A/g Director, Cyber & Tech Multilateral Engagement Section, Department of Foreign Affairs and Trade
23.	AZERBAI JAN	Orkhan MUSTAFAZADE	-
24.	AZERBAI JAN	Aziz AGHAYEV	-
25.	AZERBAI JAN	Narmin HUSEYNOVA	Second Secretary, Ministry of Foreign Affairs
26.	AZERBAI JAN	Nurlan ALIZADE	-

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
27.	BELGIUM	Frederik DECRUYENAERE	Conseiller, Service Public Fédéral Justice
28.	BENIN	Ouanilo MEDEGAN FAGLA	Director General, National Agency for Information Systems Security
29.	BOSNIA AND HERZEGOVINA	Mladen MRKAJA	Head of ICT Sector, Ministry of Security
30.	BOSNIA AND HERZEGOVINA	Aleksandra JOŠILO	Assistant Minister, Ministry of Justice
31.	BOSNIA AND HERZEGOVINA	Mirza JAMAKOVIĆ	Expert Adviser - Investigator, Prosecutor's Office
32.	BRAZIL	Rodrigo DE BRITO CARNEVALE	General Coordinator for International Legal Cooperation in Criminal Matters, Ministry of Justice
33.	BRAZIL	Pedro FONTOURA SIMÕES PIRES	Deputy Head, Cyber Defence and Security Division, Ministry of Foreign Affairs
34.	BRAZIL	Otávio MARGONARI RUSSO	Director Of cybercrime, Federal police
35.	BRAZIL	José Anchieta NERY NETO	Diretor de Operações Integradas e de Inteligência, Ministério da Justiça e Segurança Pública

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
36.	BULGARIA	Vladimir DIMITROV	Head of the Bulgarian Cyber Crime Unit, Ministry of Interior
37.	CABO VERDE	Daniel Alves MONTEIRO	Director General, Financial Intelligence Unit, National Correspondent for the Cybercrime Area, Ministry of Justice
38.	CABO VERDE	Ângela RODRIGUES	Judge, National Commission of GLACY-e
39.	CAMEROON	Jean-Yves MEYO	Head of Safety Audit Department, Ministry of Posts and Telecommunications
40.	CAMEROON	Celestin-Roger TSADJIA	Diplomate, Foreign Affairs Officer, Ministry of Foreign Affairs
41.	CANADA	Jessica JAHN	Cybercrime Coordinator, Global Affairs Canada
42.	CANADA	Jacqueline PALUMBO	Avocate générale principale et Chef, Négociations de traités Service d'entraide internationale, Justice Canada
43.	CANADA	Constantina ANTONOPOULOS	Avocate générale, Négociations de traités, Service d'entraide internationale, Justice Canada
44.	CANADA	Jana CHEAITANI	Legal Officer, Global Affairs

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
45.	CANADA	Kamen MARKOV	Conseiller juridique, ministère de la Justice
46.	CANADA	Léa BLARD	Legal Counsel, Criminal Law Policy Section, Justice Canada
47.	CHI LE	Pablo Andres CASTRO HERMOSILLA	Cybersecurity Coordinator, Ministry of Foreign Affairs
48.	CHI LE	Marcela TOLEDO	Abogada asesora, Ministerio Publico
49.	CHI LE	Montserrat Andrea RAMIREZ HERRERA	Lawyer with the International Cooperation and Extradition Unit (UCIEX), National Prosecutor's Office
50.	COLOMBIA	Mónica PEÑA ARAUJO	First Secretary, Ministry of Foreign Affairs
51.	COSTA RICA	Juan Carlos CUBILLO MIRANDA	Deputy General Prosecutor, Public Ministry
52.	COTE D'IVOIRE	Richard ANGBONON	JUGE D'INSTRUCTION, Pole Pénal Economique et Financier
53.	CROATIA	Ivan GLAVIC	Deputy State Attorney General, State Attorney's Office

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
54.	CROATIA	Anamaria BARAC	Ministry of Justice, Public Administration and Digital Transformation,
55.	CZECHIA	Gabriela BLÁHOVÁ	Director of the International Department for Criminal Matters, Ministry of Justice
56.	CZECHIA	Tereza JACHOVA	Ministry of Justice, International Department for Criminal Matters,
57.	CZECHIA	Jakub PASTUZEK	Head of Unit, International Department for Criminal Matters, Ministry of Justice
58.	DENMARK	Morten TØNNING	Special Prosecutor, Office of the Director of Public Prosecutions
59.	DOMINICAN REPUBLIC	Claudio PEGUERO	Ambassador for Cyber Affairs, Ministry of Foreign Affairs
60.	DOMINICAN REPUBLIC	Carlos LEONARDO	Director Ejecutivo, Centro Nacional de Ciberseguridad
61.	DOMINICAN REPUBLIC	Ivan FELIZ VARGAS	Magistrado, Procurador General Adjunto, Procuraduría General de la República
62.	ECUADOR	Efrain BAUS PALACIOS	Undersecretary for Multilateral Affairs, Ministry of Foreign Affairs and Human Mobility

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
63.	ESTONIA	Markko KÜNNAPU	Adviser, Ministry of Justice
64.	FIJI	Tupou'tuah BARAVILALA	Director-General Digital Government Transformation, Cybersecurity and Communications, Ministry of Communications
65.	FINLAND	Jalo VATJUS-ANTTILA	Senior Specialist, Ministry of Justice
66.	FINLAND	Taina NEIRA	Chief Superintendent, National Police Board, Police Operations Unit, International Affairs
67.	FRANCE	DE BLESSON ARNAUD	Legal officer at the Cybercrime Mission, Ministry of Justice
68.	GEORGIA	Givi BAGDAVADZE	Head of International Affairs Unit, Office of the Attorney General
69.	GERMANY	Julia SIMON	Legal Officer, Federal Ministry of Justice and Consumer Protection
70.	GERMANY	Dieter KUGELMANN	Landesbeauftragter für den Datenschutz und die Informationsfreiheit,
71.	GERMANY	Janina KIENLE	Ministry of Justice

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
72.	GHANA	Jamaldeen Tonzua SEIDU	Deputy Director-General, Cyber Security Authority (CSA)
73.	GHANA	Divine Selase Kodzo AGBETI	Divine Selase Kodzo AGBETI, Director-General
74.	GREECE	Georgios GERMANOS	Police Major - Cybercrime Investigator, Ministry of Citizen Protection - Hellenic Police
75.	GRENADA	Edmund BURKE	Digital Director, Ministry Of ICT
76.	HUNGARY	Blanka KORSOS	Department for European Home Affairs, Ministry of Interior
77.	HUNGARY	Representative	-
78.	ICELAND	Kristín JÓNSDÓTTIR	Legal adviser, Ministry of Justice
79.	ISRAEL	Naomi ELIMELECH SHAMRA	-
80.	ISRAEL	Asaf SHAVIT	Head of the Cyber Department, State Attorney's Office

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
81.	ITALY	Francesco CAJANI	Public Prosecutor, Public Prosecutor's Office at the Court of Law
82.	JAPAN	Hiroaki HIRAYAMA	Assistant Director, Cyber Policy Planning Division, Cyber Affairs Bureau, National Police Agency
83.	JAPAN	Haruna SENZAKI	Deputy Director, International Safety and Security Cooperation Division, Foreign Policy Bureau, Ministry of Foreign Affairs
84.	JAPAN	Rina ITO	Attorney, Criminal Affairs Bureau, Ministry of Justice
85.	JAPAN	Hitomi UEHARA	Deputy Director, Treaties Division, International Legal Affairs Bureau, Ministry of Foreign Affairs
86.	KIRIBATI	Domingo KABUNARE	Chief Information Security Officer, Digital Transformation Office - Ministry of Information, Communications and Transport
87.	LATVIA	Judite KIREJA	State police
88.	LATVIA	Oksana ZATE	Chief inspector of the Contact point on Cybercrimes, State police of Latvia
89.	LIECHTENSTEIN	Lena KLEIN	Diplomatic Officer, Office for Foreign Affairs

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
90.	LITHUANIA	Michail ZAJAC	Head of the 5th Board, Lithuanian Criminal Police Bureau, Serious and Organised Crime Investigation
91.	LUXEMBOURG	Sandra LE	, Ministry of Justice
92.	MALTA	Nathaniel GAUCI	Prosecutor (Lawyer), Office of the Attorney General
93.	MAURITIUS	Rajeshsharma RAMLOLL	Solicitor General, Attorney General's Office
94.	MOLDOVA	Representative	Prosecutor, Prosecutor's Office for Combating Organised Crime and Special Cases
95.	MOLDOVA	Adrian BORDIANU	Procuror, Procurautra Generala a Republicii
96.	MOLDOVA	Victor LAPUSNEANU	Head of the Multilateral Department, Ministry of Foreign Affairs
97.	MONACO	Samy DOUIDER	Chef de section, Direction des Services Judiciaires
98.	MONTENEGRO	Blagoje GLEDOVIC	Director General for International Cooperation and MLA, Ministry of Justice

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
99.	MOROCCO	Layla EZZOUINE	Commissaire Divisionnaire, DGSN
100.	MOROCCO	Ahmed TAHIRI ALAOUI	Chef de l'Unité des Affaires de Cybercriminalité, Présidence du Ministère Public
101.	MOROCCO	Mohamed Amine JARDANI	Magistrat, ministère de la Justice
102.	MOROCCO	Abdeljalil TAKI	Police Commissioner, Ministry of Interior
103.	NETHERLANDS	Mireille VAN SEUMEREN	Coordinating policy officer, Ministry of Justice and Security
104.	NIGERIA	Jamila AKAAGA ADE	Deputy Director, Head Cybercrimes, Ministry of Justice
105.	NIGERIA	Oyedepo ROTIMI	Director, Public Prosecutions of the Federation, Federal Ministry of Justice
106.	NIGERIA	Leyii MIKKO	Legal Adviser, Federal Ministry of Justice
107.	NIGERIA	Helen PURI ASHASIM	PROSECUTOR, LEGAL PRACTITIONER, FEDERAL MINISTRY OF JUSTICE

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
108.	NIGERIA	Obaje Emmanuel AKUBO	Division Head, Emerging Technology and Innovation
109.	NIGERIA	Nkiru Michelle MELIFONWU	Head Legal, National Cybersecurity Coordination Centre, Office of the National Security Adviser
110.	NORTH MACEDONIA	Vladimir MILOSHESKI	Public Prosecutor, Higher Public Prosecutor's Office in Skopje
111.	NORTH MACEDONIA	Nikolina MIKESKA KOSTADINOVSKA	Head of Sector, Ministry of Justice
112.	NORWAY	Quyen Thi Thuy NGUYEN	Ministry Advisor, Ministry of Justice and Public Security
113.	NORWAY	Eirik TRØNNES HANSEN	Senior Adviser, National Criminal Investigation service Norway
114.	PANAMA	Anthony Axel ABREGO ALCEDO	Fiscal, Procuraduria General
115.	PAPUA NEW GUI NEA	John LAULE	Principal Legal Officer, Central Authority for International Crime Cooperation
116.	PAPUA NEW GUI NEA	Steven MATAINAHO	Secretary, Department of Information and Communications Technology

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
117.	PAPUA NEW GUINEA	Glen VITOU	IT Projects & Development Manager, Immigration & Citizenship Service Authority
118.	PAPUA NEW GUINEA	Benjamin Arpi HOWARD	Principal Internal Affairs Officers, Immigration & Citizenship Service Authority
119.	PAPUA NEW GUINEA	Gerea KAPA	Senior Enforcement Officer, Office of Censorship Board
120.	PAPUA NEW GUINEA	Ilikomau ALI	Deputy Chief Censor, Office of Censorship
121.	PAPUA NEW GUINEA	Steven MATAINAHO	Secretary, Department of ICT
122.	PAPUA NEW GUINEA	John LAULE	Principal Legal Officer, Central Authority for International Crime Cooperation
123.	PARAGUAY	Gladys Elena JIMÉNEZ RUIZ	Agente Fiscal, Ministerio Público
124.	PERU	Tommy Bruce TATAJE MAZ	First Secretary, Deputy Director for United Nations and Global Affairs, Ministry of Foreign Affairs
125.	PERU	Christian Fernando ANGULO TRELLES	, Third Secretary of the Directorate of Multilateral Organizations and Policy, Directorate General for Multilateral and Global Affairs

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
126.	PERU	Aurora Remedios Fátima CASTILLO FUERMAN	Senior Prosecutor and Head of the Specialized Cybercrime Unit of the Public, Public Prosecutor's Office
127.	PHILIPPINES	Aris MANGUERA	Director of the Office of Cybercrime, Department of Justice
128.	PHILIPPINES	Jose Lorenzo R. DELA ROSA	Associate Justice, Court of Appeals
129.	POLAND	Łukasz PASTUSZKA	Prosecutor, National Prosecutor's Office
130.	PORTUGAL	Pedro VERDELHO	Director of the Cybercrime Office, Prosecutor General's Office
131.	ROMANIA	Magdalena IONESCU	Directorate for International Law and Judicial Cooperation – Criminal Section, Ministry of Justice
132.	RWANDA	Edwin MUKIZA	Legal and Regulatory Affairs Analyst, National Cyber Security Authority (NCSA)
133.	SAN MARINO	Marta MAZZA	Head of Command Office, Sammarinese Gendarmeria
134.	SAO TOME AND PRINCIPE	Valder RAMOS	Public Prosecutor, Sao Tome and Principe's Prosecution Office

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
135.	SENEGAL	Papa Assane TOURE	Inspecteur général d'Etat, Présidence de la République
136.	SENEGAL	Malick DIA	Directeur adjoint des Affaires criminelles et des Grâces (Ministère de la Justice), Direction des Affaires criminelles et des Grâces
137.	SERBIA	Branko STAMENKOVIC	Head of the MLA and Cybercrime Department, Supreme Public Prosecution Office
138.	SERBIA	Ivana STEFANOVIĆ	Coordinator for International Cooperation, Service for Combating High-Tech Crime - Directorate for Technology, Ministry of Interior
139.	SIERRA LEONE	Mariama YORMAH	National Cybersecurity Coordinator, National Cybersecurity Coordination Centre
140.	SLOVAKIA	Katarína ŽGRADOVÁ	General State Advisor, Judicial Cooperation in Criminal Matters Division, Ministry of Justice
141.	SLOVAKIA	Ladislav HAMRAN	Prosecutor, General Prosecution Service
142.	SLOVENIA	Robert GOLOBINEK	Lawyer, Directorate for Criminal law and Human rights, Ministry of Justice
143.	SPAIN	Alberto REDONDO SANCHEZ	Major, Guardia Civil

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
144.	SPAIN	Elvira TEJADA DE LA FUENTE	Cybercrime Prosecutor, National Prosecutor
145.	SPAIN	Diego ALEJANDRO PALOMINO	Chief Inspector, Head of Section on Cybercrime Central Unit, Policia Nacional
146.	SPAIN	María Luisa GARCÍA IGLESIAS	Prosecutor-Advisor of the Directorate General for International Legal Cooperation, Ministry of the Presidency, Justice and Relations with the Parliament
147.	SRI LANKA	Jalashi Changa LOKUNARANGODA	Assistant Secretary (Legal), Ministry of Justice and National Integration
148.	SRI LANKA	Ayoj INDURANGA	Senior Assistant Director, Financial Intelligence Unit
149.	SRI LANKA	Jalashi Changa LOKUNARANGODA	Assistant Secretary (Legal), Ministry of Justice and National Integration
150.	SWITZERLAND	Michèle STRITT	Rechtsanwältin, Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement EJPD, Bundesamt für Justiz BJ, Fachbereich Internationales Strafrecht
151.	SWITZERLAND	Andrea CANDRIAN	Head of the International Criminal Law Unit, Federal Office of Justice
152.	TONGA	Sosefo PATELISIO	Assistant Crown Counsel, Attorney General's Office

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
153.	TUNISIA	Representative	Sous-directeur, Agence technique des télécommunications
154.	TUNISIA	Houssem TOUKABRI	Head of Cybercrime Unit, Ministry of the Interior
155.	TUNISIA	Mohamed Amine GABSI	Judge, Special advisor to the office. ,
156.	TUNISIA	Moez MAHMOUDI	Ambassador, Director for European Organisations, Minister of Foreign Affairs
157.	TURKIYE	Representative	-
158.	TURKIYE	Hüseyin Serkan YILDIZ	Deputy Director General, Ministry of Justice
159.	UKRAINE	Maryna LASTOCHKINA	-
160.	UKRAINE	Representative	-
161.	UKRAINE	Representative	-

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
162.	UKRAINE	Representative	-
163.	UNITED KINGDOM	Elinor THOMAS	Head of Legislation and Treaties, Cyber Policy Unit, Homeland Security Group
164.	UNITED STATES OF AMERICA	Representative	-
165.	UNITED STATES OF AMERICA	Louisa BECKER	Prosecutor, Criminal Division, Computer Crime and Intellectual Property Section, Department of Justice
166.	UNITED STATES OF AMERICA	Sheri SHEPHERD-PRATT	Senior Counsel, Department of Justice
167.	VANUATU	John Graham JACK	Director, Department of Communications and Digital Transformation

## OBSERVER COUNTRIES

	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
168.	GUATEMALA	Karen Stefany ORTIZ SOLARES	Viceministra, Ministerio de Gobernación
169.	IRELAND	Karen FRIEL	Cyber Policy, Department of Justice, Home Affairs and Migration
170.	IRELAND	Fiona HUNT	Criminal Policy - e-Evidence, Department of Justice, Home Affairs and Migration
171.	KENYA	James KIMUYU	Director, National Computer and Cybercrimes Coordination Committee
172.	KOREA	Representative	-
173.	KOREA	Ingi LEE	Senior Investigator, Supreme Prosecutors' Office Forensic Science Investigation Department Cyber and Technology Crime Investigation Division
174.	KOREA	Woojune CHUNG	Director, Senior Prosecutor, Supreme Prosecutors' Office Forensic Science Investigation Department Cyber and Technology Crime Investigation Division
175.	KOREA	SeungWoo LEE	Prosecutor, Supreme Prosecutors' Office Forensic Science Investigation Department

	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
176.	KOREA	Hyerin LEE	Second Secretary, Ministry of Foreign Affairs
177.	KOREA	Jinjoo KIM	Director, Ministry of Foreign Affairs
178.	KOREA	Wieyoung HA	Director-General, Ministry of Foreign Affairs
179.	KOREA	Representative	Senior Inspector, Korean National Police Agency
180.	KOREA	Kibeom LEE	Division Director, Korean National Police Agency
181.	KOREA	Yonghwan SIN	Inspector, Korean National Police Agency
182.	KOREA	Moontae KIM	Inspector, Korean National Police Agency
183.	KOREA	Jaehyun KIM	Senior Inspector, Cybercrime Investigation Division, Korean National Police Agency
184.	MALAYSIA	Royalina BINTI FAUDZI JOSHUA	Senior Assistant Parliamentary Draftsman, Attorney General's Chambers

	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
185.	MALAYSIA	Dinesh Raja DORE RAJA	Senior Assistant Director, National Cyber Security Agency (NACSA)
186.	MEXICO	Israel AGÜERO ALEGRÍA	Representative, Cyber Intelligence, Investigation and Technology Operations Unit; Department of Security and Public Safety
187.	MEXICO	Miguel Ángel DOMÍNGUEZ JASSO	Captain, Scientific Directorate General- National Guard
188.	MEXICO	Rosa Angélica RENDÓN SUÁREZ	Specialised Supervisor, Office of the Attorney General of the Republic
189.	MEXICO	Luis Alberto TURCIO RAMÍREZ	
190.	MEXICO	Roberto ORTEGA ZACARÍAS	
191.	MEXICO	Ana DEL CARMEN FÉLIX MEDINA	
192.	MEXICO	JORGE ALEJANDRO MONTIEL VILLASENOR	TITULAR DE UNIDAD, FISCALIA GENERAL DE LA REPUBLICA- AGENCIA DE INVESTIGACIÓN CRIMINAL
193.	MEXICO	Representative	-

	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
194.	MOZAMBIQUE	Lourino CHEMANE	INTIC
195.	TIMOR-LESTE	Nelinho VITAL	Director General, Directorate General of Justice Policy, Ministry of Justice of Timor-Leste
196.	TRINIDAD AND TOBAGO	Sachindra ROOPNARINE	Legal Research and Legislative Drafting, Law Reform Commission of Trinidad and Tobago, Office of the Attorney General
197.	URUGUAY	Juan Jose RIVA	Deputy Director of Multilateral Affairs, Ministry of Foreign Affairs

#### CONSULTANTS and INDEPENDENT EXPERTS

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
198.	ARGENTINA	Marcos SALT	Independent expert, Council of Europe Consultant
199.	CANADA	Gareth SANSOM	T-CY Consultant, Former T-CY Vice-Chair

No.	COUNTRY	Name and SURNAME	Position and Institution
200.	GERMANY	Alexander SEGER	Former T-CY Executive Secretary
201.	ROMANIA	Cristina SCHULMAN	Former T-CY Chair
202.	UNITED STATES OF AMERICA	Betty SHAVE	Independent expert, Former T-CY Chair

#### OBSERVER ORGANISATIONS

No.	ORGANISATION	Name and SURNAME	Position and Institution
203.	EU COMMISSION	Michele SOCCO	Policy Officer, European Commission
204.	EUROJUST	Mieke DE VLAMINCK	Head of Cybercrime and Digital Investigations Sector, EUROJUST
205.	EUROJUST	Raluca RACASAN	Judicial Cooperation Officer, EUROJUST

No.	ORGANISATION	Name and SURNAME	Position and Institution
206.	EUROJUST	Wenke ROGGEN	Deputy national member, EUROJUST
207.	EUROJUST	Lina AKSU	Judicial Cooperation Officer, Eurojust/ SIRIUS Project
208.	EUROPOL	Patrick BALDES	Senior Agent Policy Research & Outreach, Europol
209.	EUROPOL	Ignacio BELVER	Specialist at the SIRIUS project
210.	OAS	Kerry-Ann BARRETT	Cybersecurity Section Chief, Cybersecurity Section, Organization of American States
211.	OSCE	Martha STICKINGS	Deputy Head of Strategic Police Matters Unit, Adviser on Cybercrime, OSCE
212.	SELEC	Adrian PETRESCU	-
213.	SELEC	Chavdar GEORGIEV	-
214.	UNODC	Glen PRICHARD	Chief of Cybercrime and Technology Section, UNODC

No.	ORGANISATION	Name and SURNAME	Position and Institution
215.	UNODC	Representative	Programme Management Officer, Division for Treaty Affairs, UNODC
216.	UNODC	Markus STEMESEDER	Associate Crime Prevention and Criminal Justice Officer, UNODC
217.	UNODC	Representative	-

#### COUNCIL OF EUROPE COMMITTEES

No.	Name of the Committee	Name and SURNAME	Position and Institution
218.	Committee of Experts on the Operation of European Conventions on Co-operation in Criminal Matters (PC-OC)	Jakub PASTUSZEK	Head of Unit, International Department for Criminal Matters, Ministry of Justice

## COUNCIL OF EUROPE SECRETARIAT

No.	Name and SURNAME	Position
219.	Hanne JUNCHER	Director, Directorate of Security, Integrity and Rule of Law
220.	Matthias KLOTH	Head of Department, Digital Governance and Sport
221.	Aisling KELLY	T-CY Executive Secretary, Head of Division, Cybercrime Division
222.	Jan KRALIK	T- CY Programme Manager, Cybercrime Division
223.	Océane TIMONER	T-CY Programme Assistant, Cybercrime Division
224.	Virgil SPIRIDON	Head of Operations, Cybercrime Division, C-PROC Bucharest
225.	Alexandra MOCANU	Senior Finance Officer, Cybercrime Division, C-PROC Bucharest
226.	Giorgi JOKHADZE	Project Manager, CyberEast+ project, Cybercrime Division
227.	Ana VLAD	Project Assistant, CyberEast+ project, Cybercrime Division, C-PROC Bucharest
228.	Iryna LABA	Project Manager, Cyber-UA Project, Cybercrime Division, C-PROC, Kiyv Office

No.	Name and SURNAME	Position
229.	Catalina STROE	Project Manager, Glacy-e Project, Cybercrime Division, C-PROC Bucharest
230.	Diana TIFOR-GRAM	Senior Project Officer, Glacy-e Project, Cybercrime Division, C-PROC Bucharest
231.	Alexandra ALBU-CHIRU	Project Assistant, Glacy-e Project, Cybercrime Division, C-PROC Bucharest
232.	Nina LICHTNER	Programme Manager, Octopus Project, Cybercrime Division
233.	Cristiana MITEA	Senior Project Officer, Octopus Project, Cybercrime Division, C-PROC Bucharest
234.	Elvira SIDOROV	Project Assistant, Octopus Project, Cybercrime Division, C-PROC Bucharest
235.	Daniel CUCIURIANU	Project Manager, CyberSEE Project, Cybercrime Division, C-PROC Bucharest
236.	Cristian MEDELEAN	Senior Project Officer, CyberSEE Project, Cybercrime Division, C-PROC Bucharest
237.	Ana ELEFTERESCU	Project Manager, CyberSouth+ Project, Cybercrime Division, C-PROC Bucharest
238.	Monica CIMPEANU	Project Assistant, CyberSouth+ Project, Cybercrime Division, C-PROC Bucharest
239.	Jutta DINCA	Project Manager, CyberSPEX Project, Cybercrime Division, C-PROC Bucharest

No.	Name and SURNAME	Position
240.	Mara MARIN	Senior Project Officer, CyberSPEX Project, Cybercrime Division
241.	Anna WAGNER	Project Assistant, CyberSPEX Project, Cybercrime Division

**INTERPRETERS**

Sarah ADLINGTON

Chloe CHENETIER

Birgit CHRISTENSEN

Barbara GRUT

Nicolas GUITTONNEAU

Hans-Werner MUEHLE

Stella RAPPOSELLI D'OTTAVIO

Alicia SERRANO

Julia TANNER

